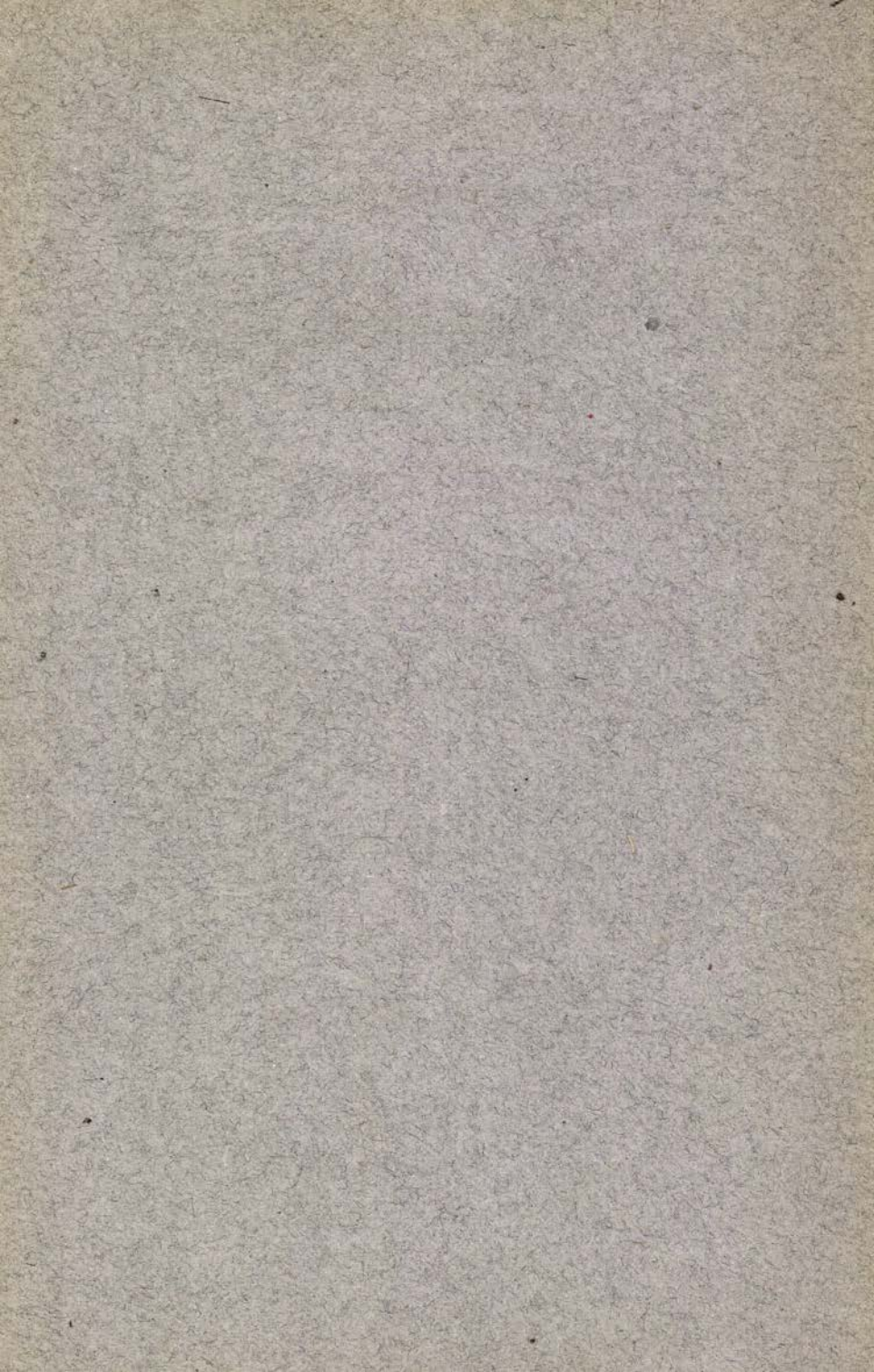


17 Février 1915

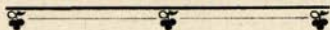
LES VALLÉES VAUDOISES
sous le
Gouvernement de Castrocara
1565-1582



Publié par la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE VAUDOISE
pour les Familles Vaudoises



17 FÉVRIER 1915



Les Vallées Vaudoises

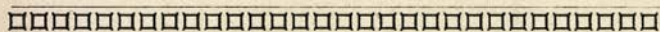
SOUS LE

GOUVERNEMENT DE CASTROCARO

✻ 1565-1582 ✻



*Publié par la Société d'Histoire Vaudoise
pour les Familles Vaudoises.*



LES VALLÉES VAUDOISES

SOUS LE

GOUVERNEMENT DE CASTROCARO

1565-1582



Le traité de Cavour avait rendu la paix aux Vallées et y avait établi la liberté de conscience et de culte.

Mais les conséquences matérielles de la guerre pesaient lourdement sur les Vaudois. Les maisons étaient détruites et les propriétés ravagées; les champs n'avaient pas pu être ensemencés, le bétail avait été enlevé ou vendu à vil prix. Ceux qui avaient été faits prisonniers avaient dû se racheter chèrement; plusieurs familles restaient privées de leurs chefs et ne comptaient plus que des veuves et des orphelins. Les privations, et la nécessité de passer l'hiver dans les montagnes neigeuses, avaient causé beaucoup de maladies. Les Vallées étaient, d'ailleurs, surchargées de population, par l'affluence des réfugiés réformés de la plaine et des réchappés des massacres de Provence et de Calabre.

Les protestants étrangers, particulièrement ceux de Suisse et d'Allemagne, émus de leur état, les secoururent généreusement au moyen de collectes.

Le Duc maintint d'abord aux Vallées la liberté qu'il avait dû accorder, mais il laissa le jésuite Possevino et l'Inquisition persécuter librement les réformés de la plaine. Il essaya même, par des édits successifs, de restreindre la portée des articles de Cavour, et il fallut toute la fermeté et l'union des Vaudois pour qu'ils ne fussent pas les victimes de la déloyauté de leur souverain.

Pendant que les Vallées étaient tranquilles, la France et les Alpes dauphinoises étaient en proie aux guerres de religion. Les Vaudois, qui, dans leurs dangers, avaient été assistés par leurs frères, leur envoyèrent à leur tour des secours. Le Val Cluson, Exilles, Cessane, Bardonnèche, Briançon, le Queyras, furent le théâtre de plusieurs combats, où se signalèrent entre autres les capitaines Pierre Frache et Martin Bonnet d'Angrogne, Jacques Pellenc du Villar, Jacques Appia de S. Jean.

Le Duc voulut se servir de ses sujets évangéliques pour renouer des relations avec Genève et essayer de ramener sous son obéissance cette ville, qui avait secoué le joug de son père, en même temps que celui du pape.

Pour que cette démarche eût plus de chances d'être agréée, elle parut due à l'initiative de la Duchesse, qui en chargea le pasteur François Guérin et Sébastien Grazioli.

Ce dernier est connu sous le nom de Castrocara, petite ville de Toscane qui lui avait donné le jour. Il était entré au service du Duc en qualité de colonel, chargé de lever des troupes pour lui en cas de besoin. Pendant la guerre, dirigée par le comte de la Trinité, les Vaudois l'avaient fait prisonnier au cours d'une attaque contre le Pradutour; mais ils l'avaient relâché sans rançon, parce qu'il avait assuré être au service particulier de la Duchesse. Il ne leur en sut jamais gré; mais, à cette époque, ces montagnards se faisaient encore l'illusion d'avoir en lui un ami. Il avait su s'assurer les sympathies de Marguerite, en lui disant qu'il réserverait toujours sa liberté religieuse et qu'il ne permettrait pas qu'on attentât en rien à la Parole de Dieu.

La négociation à Genève traîna pendant tout l'hiver 1564-65 et n'aboutit pas, parce que les Genevois ne pouvaient croire à la sincérité des promesses, que leur faisait le fanatique Emmanuel-Philibert, de sauvegarder leurs libertés religieuses, civiles et politiques.

D'ailleurs, désireux de plaire au pape pour se le rendre favorable, le Duc n'eut pas même l'habileté de se montrer momentanément tolérant. Pendant que ses députés célébraient sa générosité et sa loyauté sur les rives du Léman, prêtant l'oreille au nonce du pape, à l'inquisiteur Giacomelli et aux jésuites, il tourmentait les Vaudois de mille manières, sous le prétexte qu'ils empiétaient sur les concessions du traité de Cavour. Les mesures de rigueur reprenaient aussi de plus belle contre les réformés, encore nombreux dans la plaine et qui fréquentaient régulièrement le culte au Val Pélis. Il décida même de placer aux Vallées un gouverneur

vigilant et énergique, capable de réprimer, et même de prévenir, toute tentative des Vaudois d'améliorer leur sort et d'étendre leurs libertés.

Parmi les nombreux candidats qui aspiraient à occuper ce poste de confiance, Castrocara s'assura l'appui de la Duchesse en lui promettant de protéger les Vaudois, et celui du Duc et du clergé en s'engageant à les réprimer et à favoriser de tout son pouvoir le papisme. Il réussit ainsi à se faire envoyer aux Vallées, en avril 1565, et montra dès l'abord un zèle outré contre la liberté de conscience.

Il prétendit que l'on renonçât à avoir des pasteurs d'origine étrangère, que l'on ne secourût pas les réformés du dehors et qu'on n'eût aucune relation, même de correspondance, avec ceux de la plaine. Si l'on n'obéissait pas, la cavalerie était prête, disait-il, à courir sus aux Vaudois, et la guerre serait autrement terrible qu'en 1561.

Le dimanche de Pentecôte, il se présenta devant le temple du Chabas, avec une escorte armée, pour empêcher que les nombreux évangéliques, accourus de la plaine, assistassent au culte et participassent à la Sainte Cène. Parmi ces réformés, on comptait plusieurs nobles personnages, à la tête desquels étaient une parente du Duc, Anne de Savoie, femme de Jacques de Saluces, comte de Cardé, et la sœur de celui-ci, Marguerite.

Les Vaudois protestèrent auprès de la Duchesse, qui ne pouvait croire à de tels agissements de la part de son protégé. En revanche, Emmanuel-Philibert, pour récompenser son zèle, le fit installer officiellement, au mois d'août, dans le château de la Tour, qui devait être, pendant dix-sept ans, le séjour de ce tyran des Vallées.

À peine en eut-il pris possession qu'il ordonna à l'église de Bobi de congédier son pasteur, Hubert Artus, comme étranger. Cette prétention étant contraire au traité de Cavour, il n'en fut pas tenu compte. Alors le gouverneur mit Bobi et ses habitants au ban du Piémont, déclarant que quiconque pourrait impunément les emprisonner, incendier, dévaster et saccager leurs propriétés. Nous devons dire, à l'honneur des populations environnantes, meilleures que ceux qui les gouvernaient, que personne ne s'en prévalut.

Castrocara ne réussit pas non plus à empêcher les réformés de la plaine de se rendre au Chabas pour la communion de septembre.

Deux pasteurs vaudois et trois laïques se portèrent auprès de la Duchesse et obtinrent qu'elle redressât les torts qui leur étaient faits, mais elle insista pour qu'ils eussent

pour agréable la personne de Castrocaro, étant persuadée qu'avec le temps ils reconnaîtraient ses bonnes intentions à leur égard.

Castrocaro ne se soucia pas du tout de les en persuader. Il recommença à s'acharner contre le pasteur de Bobi, que le synode finit par placer dans la Vallée du Cluson, qui dépendait de la France. Le pasteur de S. Jean, celui que les habitants de la plaine venaient en foule écouter au Chabas, était le napolitain Scipion Lentolo, qui, échappé des cachots de l'Inquisition, avait montré une grande vigueur de plume, de parole et d'action au temps de la guerre de 1560-61. Castrocaro s'attacha à le tracasser jusqu'à ce qu'il le força à chercher une nouvelle terre d'exil. Lentolo se retira dans les Grisons italiens, où il fournit encore un ministère long et fructueux à Chiavenna. Il est l'auteur d'une histoire des persécutions en Piémont, en Provence et en Calabre.

Pendant ce temps, le Duc persécutait cruellement les évangéliques de la plaine et dissipait, avec violence, cruauté et déloyauté, les grosses églises de Coni et de Carail. Plusieurs de leurs membres se retirèrent au Val Luserne. Nommons parmi eux les nobles frères Solaro, seigneurs de Villanova et de Carail, et Louis Bersour, le fils de Pantaléon, que nous avons vu attaquer les Vaudois en 1535; il s'établit à Bobi.

Voulant à tout prix dompter les *Bubiarels*, Castrocaro prétextait la nécessité de défendre la frontière vers la France et voulut bâtir un fort à Villeneuve. Les ingénieurs militaires préférèrent l'emplacement de Mirabouc. La petite forteresse qui y fut élevée ne résista jamais à l'ennemi venu de l'autre côté des Alpes. Par contre, placée à travers une gorge étroite, dans le vallon central de la vallée, elle causa de grands inconvénients aux habitants de Bobi et son entretien pesa lourdement sur les habitants des communes du val Luserne, pendant les deux cents trente ans de sa durée.

Le modérateur Gille des Gilles, pasteur de la Tour, fit, à cette époque, un voyage en Dauphiné et à Genève, pour resserrer les liens des Vallées avec ces églises et obtenir leur médiation auprès du Duc. C'était à lui que Castrocaro devait d'avoir été relâché quand il avait été fait prisonnier, Gilles étant alors le chapelain de la compagnie volante. Loin de s'en souvenir, Castrocaro accusa le modérateur d'avoir, au cours de sa tournée, comploté avec les nations protestantes pour qu'elles tinssent leurs troupes prêtes à marcher contre le Duc. Celui-ci, qui était lui-même à part du complot catholique tramé à Bayonne récemment, et qui devait

aboutir à la S. Barthélemy, prêta une oreille crédule aux calomnies de son officier. Au commencement de février 1566, une bande de soldats du fort de la Tour guetta Gilles, comme il allait prêcher dans un temple de quartier de sa vaste paroisse, et l'emmena prisonnier à Castrocaro. Le corps des Vallées protesta énergiquement; on recourut au Duc. Tout fut inutile. Dix jours plus tard, Gilles était conduit à Turin, lié comme un malfaiteur et escorté par de nombreux archers et cavaliers.

Mais la bonne Duchesse, dès qu'il fut arrivé à la capitale, le fit délier et lui procura une chambre particulière, où elle lui envoyait, matin et soir, des mets de sa table, soit pour l'honorer, soit pour le garder des poisons, si fort employés alors. Elle défendit, d'ailleurs, qu'on le torturât et qu'on entreprît quoi que ce soit sur sa personne avant qu'il fût convaincu des crimes qui lui étaient imputés, et qu'elle savait être de pures inventions.

Les persécutions contre les réformés de Coni et Carail avaient réveillé le zèle des princes protestants d'Allemagne, dont l'intervention avait déjà, en d'autres occasions, procuré du relâche aux Vaudois. Les ducs de Wurtemberg, de Hesse, de Saxe et du Palatinat envoyèrent dans ce but en ambassade Jean Du Jon, réfugié français, qui arriva aussi à Turin en février. Informé de la captivité de Gilles, il put juger par lui-même de l'acharnement des ennemis de la foi. En effet, le procureur fiscal Barberi ayant su que David Chaillet, secrétaire de Du Jon, était un pasteur, il alla l'arrêter dans l'hôtel même de l'ambassadeur. Sur les vives protestations de celui-ci, le Duc délivra Chaillet et fit mettre Barberi en prison, en offrant de lui infliger le châtiment que l'Electeur Palatin désignerait.

Il répondit d'ailleurs favorablement aux demandes qui lui furent faites au nom des princes, et rendit à la famille de Claude Cot de Vigon les riches propriétés qui lui avaient été confisquées en 1560. Ayant relâché Barberi, la Duchesse obtint qu'il déclarât absous et délivrât le ministre Gilles.

De même qu'Aman dut conduire le cheval de Mardochée, qu'il avait calomnié, ainsi Castrocaro dut se rendre à la prison de Gilles et l'accompagner honorablement à cheval jusqu'à la Tour, où, dès lors, il lui témoigna toujours de la considération.

Le Duc, poussé par le nouveau pape, le fougueux Pie V, précédemment Grand Inquisiteur, ne maintint presque rien de ce qu'il avait promis aux princes allemands et rendit même à Barberi sa charge.

Castrocaro, digne valet d'un tel maître, ordonna, sous peine de mort et de confiscation des biens, que tous ceux qui habitaient les Vallées sans en être natifs, les vidassent en vingt-quatre heures.

Il menaça des mêmes peines les réformés de Campillon, Penil, Bubiane et Luserne, qui fréquentaient les cultes du Chabas. Il en emprisonna plusieurs et les fit condamner par le juge; mais la Duchesse les fit mettre en liberté.

L'année 1567 sembla devoir marquer la fin de la Réforme, non seulement aux Vallées, mais dans toute l'Europe. En France, le jeune roi Charles IX et sa mère, l'astucieuse Catherine de Médicis, machinaient le massacre des Huguenots. L'Espagne préparait une armée formidable pour écraser les Pays-Bas, révoltés au nom de leurs libertés méconnues. Cette armée, commandée par le féroce duc d'Albe, devait, dans l'intention des plus fanatiques, traverser le Piémont et les Alpes en mettant à feu et à sang les Vallées Vaudoises, réduire, en passant, Genève sous le giron du pape et l'obéissance du duc de Savoie, et s'avancer enfin vers les Flandres, où son général allait rendre son nom exécration pour la postérité.

Les Vaudois se réunirent en synode au Villaret, en Val Cluson, pour éviter la présence de Castrocaro, qui prétendait assister à toutes leurs assemblées. Ils y décidèrent un jeûne général et confirmèrent l'alliance des différentes vallées.

Heureusement, le roi d'Espagne défendit à son général de rien entreprendre qui pût retarder sa marche vers les Flandres, qu'il avait hâte de dompter. Les bandes espagnoles franchirent donc le Mont Cenis, et les Vallées se trouvèrent délivrées de cette terrible menace; il en fut de même pour Genève.

Le duc profita de ces temps de troubles pour disperser, avec la dernière violence, les restes de l'église de Carail, pendant que les gouverneurs français agissaient de même dans le Marquisat de Saluces, en expulsant ou emprisonnant les pasteurs.

Les Vaudois jouirent alors de trois années d'un calme précaire. Mais, en septembre 1570, le Duc, cédant aux instances de Castrocaro, émit un édit leur défendant de tenir aucune assemblée sans la permission du gouverneur des Vallées. Le synode annuel allait s'ouvrir à Bobi. Castrocaro s'y rendit et lui imposa sa présence. Les Vaudois protestèrent, non pas qu'ils craignissent que leurs délibérations fussent connues, puisqu'ils ne traitaient que du service de Dieu, mais parce qu'ils y voyaient une innovation, contraire au

traité de Cavour. Castrocaro tint bon et ordonna, en outre, de chasser les pasteurs étrangers, à l'exception de Noël, que la Duchesse elle-même avait rappelé de France. On lui répondit qu'on ne pouvait croire que telle fût la volonté du Duc et qu'on allait envoyer une députation à la Cour, pour s'en assurer.

Alors Castrocaro, indigné qu'on ne prêtât pas foi à ses paroles, fit entourer par ses soldats le temple de Bobi, pendant les fonctions; plusieurs coups d'arquebuse furent tirés et des paysans maltraités.

À la demande du pasteur Noël, la Duchesse écrivit que le gouverneur avait l'ordre de s'en tenir au traité de Cavour, mais Castrocaro retint la missive et ne changea en rien sa ligne de conduite.

Le Duc se montra plus équitable à l'occasion de la capture de Gaspard Orsel. Ce dernier, natif de S. Jean (1), avait abjuré au temps de la guerre de la Trinité, pour sauver sa vie. Un article du traité de paix assurait l'impunité à ceux qui, comme lui, étaient revenus à la foi de leurs pères, une fois le danger passé. Pour plus de sûreté, Orsel s'était retiré pendant quelque temps à Genève, où il avait reconnu sa faute et s'était inscrit à l'église italienne. L'Inquisiteur de Turin, pour qui les promesses faites à des hérétiques ne constituaient pas un engagement, enferma Orsel dans les cachots de l'Inquisition, d'où il était bien rare qu'on revînt. Le Duc lui commanda de le relâcher. Le moine implacable refusa, ajoutant que le Saint Office n'était soumis à aucun pouvoir humain. Emmanuel-Philibert, piqué au vif par ce défi lancé à son autorité, lui fit dire que s'il ne délivrait sur-le-champ son prisonnier, il s'en chargerait lui-même, à l'aide du canon, si c'était nécessaire. Puis il écrivit à Castrocaro pour qu'il assurât de sa protection tous ceux qui étaient dans le même cas qu'Orsel, qui fut, en effet, libéré.

Cependant, Emmanuel-Philibert montrait, à tout propos, quels étaient ses véritables sentiments à l'égard de ses sujets hérétiques. En unissant les ordres chevaleresques des SS. Maurice et Lazare, dont il se créa le grand-maître, il lui donna pour but de lutter *contre les Turcs et contre les Vaudois des Alpes, dans les Vallées de Luserne, de Pérouse et du Perrier.*

Le 24 août 1572, éclata à Paris, et bientôt après dans toute la France, l'infâme massacre dit de la S. Barthélemy. Le roi Charles IX et son entourage firent périr les principaux

(1) On appelait les *Orsels* les maisons placées tout près des Bellonats et dites aujourd'hui les *Blancs*.

chefs des Huguenots, après les avoir attirés dans la capitale à l'occasion des noces de la sœur du roi avec Henri de Navarre. Le nombre des victimes fut de près de cent mille personnes. Un nombre tout aussi grand s'enfuit dans les pays protestants.

Au reçu de ces nouvelles, les papistes de la plaine du Piémont allumèrent de grands feux de joie, et Castrocaro assumait un air si arrogant et provocant, que les Vaudois se retirèrent dans leurs montagnes, se préparant à se voir attaquer par des hordes sanguinaires. Mais le Duc leur fit dire de demeurer tranquilles, se fiant à sa loyauté. Il ne leur fit en effet aucun mal, quoiqu'il eût pris part ouvertement aux félicitations de tout le monde catholique romain pour cet événement, qui reste sur cette église comme une tache que rien ne pourra laver.

Les Vallées Vaudoises dépendantes de la France n'eurent non plus rien à souffrir, grâce au gouverneur du Dauphiné, Bertrand de Gordes de Simiane, qui refusa de se faire le bourreau de ses administrés. Louis de Birague, gouverneur du Marquisat de Saluces, de Pignerol et du Val Pérouse, reçut lui aussi les ordres royaux pour l'exécution du massacre; mais il en fut détourné par un généreux ecclésiastique romain, Michel Antoine Vacha, archidiacre de Saluces. Celui-ci lui dit que, si l'ordre était confirmé, il serait toujours à temps d'y obéir; mais que si, comme il était probable, il était contremandé, il recevrait des louanges pour n'avoir pas concouru à cette barbarie. Birague parut persuadé et remit la partie à une autre occasion.

Castrocaro défendit aux Vaudois de recevoir les réfugiés français; néanmoins, ceux-ci trouvèrent partout, dans les Vallées, des bras ouverts pour les accueillir et des cœurs prêts à sympathiser avec eux.

Birague fit faire un recensement des Vaudois du Val Pérouse, et leur défendit de continuer à célébrer leur culte publiquement. Et comme ils ne discontinuaient pas, se réclamant du traité de Cavour, les principaux d'entre eux furent cités à comparaître à Pignerol. En même temps, le gouverneur français obtenait que le Duc défendît à ses sujets de secourir leurs coreligionnaires. Mais leur résolution à maintenir leur pacte séculaire d'alliance entre tous les Vaudois des Alpes sauva la situation. Louis de Birague étant mort sur ces entrefaites, son frère Charles, qui lui succéda, après s'être convaincu que les Vaudois intervenaient en armes, renonça pour lors au massacre et décida de préparer, de longue main, une expédition armée.

Quand tout fut prêt, il choisit pour agir le moment où

la plupart des hommes valides étaient descendus dans la plaine pour y battre les blés. Il intima alors, nouvellement, l'ordre de cesser les cultes au Val Pérouse, et, sur le refus qui lui fut fait, il fit envahir cette vallée par quatre compagnies de soldats, commandés par le colonel La Radde. Celui-ci, violant la neutralité du territoire piémontais, passa de nuit le pont de Miradolo, ce qui lui permit de surprendre le corps de garde de S. Germain, le 22 juillet 1573. Les cinq hommes, qui le composaient, furent pendus à la Turina; deux d'entre eux étaient accourus de Rora au secours de leurs frères.

Les habitants de la vallée, croyant que la menace fondrait plutôt sur le Villar et sur Pinache, s'y étaient portés. Il fut donc facile à l'ennemi de pénétrer jusque près des Balmas. Dans ce hameau, résidence du pasteur Guérin, se trouvaient aussi Noël et les syndics du Val Pragela, venus avec leurs pasteurs pour amener Birague à signer la paix. Joint à quelques paysans de l'endroit, ils réussirent à tenir les assaillants en échec, pendant que les signaux établis rappelaient ceux qui étaient à Pinache et provoquaient la descente du bouillant capitaine Frache, avec trois cents Angrognins.

Les ennemis, qui montaient à un millier d'hommes, vidèrent en hâte S. Germain et coururent au pont des Portes. Birague risqua d'y être fait prisonnier; aussi les Suisses de sa garde, dans leur effarement, coupèrent-ils le pont après eux. Cela obligea une compagnie française à passer le Cluson à gué, *au son des arquebusades*, dit la chronique.

Les Vaudois s'emparèrent d'un grand nombre d'armes et de tout un appareil de sapeurs, avec lequel on avait compté fortifier l'église catholique de S. Germain. Les habitants, qui l'avaient respectée jusque là, quoiqu'elle ne servît plus à personne, la rasèrent au sol. La guerre dura plus d'un mois, avec de nombreuses escarmouches. Les terres des habitants souffrirent beaucoup de dommages, mais les pertes en hommes furent surtout du côté des soldats, toutes les communes des Vallées ayant envoyé du secours.

Birague essaya en vain de forcer le passage pour secourir la garnison de la Pérouse, resserrée d'un côté par les habitants de la vallée, de l'autre par cinq cents Pragelains. Enfin il envoya un capitaine à Luserne pour traiter de la paix. Celle-ci put être signée à la fin d'août, et publiée le 5 septembre. Elle fut entièrement favorable aux Vaudois, auxquels demeura assuré le droit de célébrer leur culte publiquement.

La seule restriction au traité de paix fut l'obligation de congédier le pasteur de S. Germain, François Guérin.

Natif de Dronero, Guérin était parti tout jeune pour aller étudier aux pieds des Réformateurs, mais il avait été arrêté. Il réussit plus tard à accomplir ce projet et revint de Genève pour exercer le ministère de la Parole dans les différentes vallées des deux versants des Alpes occidentales. Après son départ de S. Germain, il travailla activement à la Réformation du Queyras et du Marquisat de Saluces et termina sa carrière mouvementée comme pasteur de Mentoulles.

Voici ce qui lui valut l'honneur de la haine spéciale de Birague et du clergé qui l'inspirait.



PRAMOL.

Pendant la courte guerre, qui vient d'être racontée, Guérin était monté, un dimanche, de son presbytère des Balmas, jusqu'à la Ruà de Pramol. Ce vallon était en grande partie habité par des catholiques, qui avaient aidé le comte de la Trinité dans ses tentatives de surprendre le Pradutour, en 1561. Le curé, qui, au lieu de les instruire, les maintenait dans l'ignorance, était Don Sincère Billour, des seigneurs de Luserne. Comme il venait de dire sa messe, Guérin entra dans l'église et lui dit : Qu'est-ce que la messe que vous venez de dire ? Le curé ne sut que lui répondre. Guérin alors monta en chaire et prouva à ces montagnards qu'ils étaient

des aveugles guidés par un aveugle et un ignorant. Puis, la Bible à la main, il leur enseigna les principales vérités de la religion et partit en invitant le curé à se préparer dans la semaine à soutenir les raisons de l'église romaine.

Le dimanche suivant, Guérin remonta à Pramol, mais Don Billour avait disparu. Le pasteur harangua les Pramolins, accourus en foule, et invita ceux qui désiraient être mieux instruits des vérités évangéliques à se rendre chez lui, aux Balmas, dans les jours suivants. C'est ce qu'ils firent tous, sauf deux. Ayant insisté pour avoir un pasteur, Pramol fut aussitôt organisé en une paroisse vaudoise.

En 1574, le roi de France Henri III, qui venait de succéder à Charles IX, rendit au duc de Savoie Pignerol et la vallée de Pérouse, dont les églises vaudoises eurent ainsi leur liberté de conscience garantie à l'égal de leurs frères des autres vallées.

Les fêtes célébrant cette restitution furent assombries par la mort de la duchesse Marguerite, survenue le 19 septembre. Elle fut pleurée et regrettée par tous ses sujets, mais surtout par les Vaudois.

La position de Castrocaro en fut aussi ébranlée. La bonne souveraine avait, en effet, continué à se faire l'illusion qu'il protégeait les Vaudois. En même temps, l'archevêque reprochait au gouverneur des Vallées de n'avoir pas fait tout ce qu'il avait promis pour le rétablissement du catholicisme. Les comtes de Luserne, jaloux de son autorité, qui était au détriment de la leur, saisirent ce moment pour appuyer les revendications de tous ceux qui avaient à se plaindre de lui. Leur agent principal était le capitaine Jean Malherbe, de Busca, réfugié à la Tour. Castrocaro le fit lâchement assassiner devant sa maison par treize des siens et voulut se saisir des papiers du défunt. Mais le capitaine Frache et le comte Porporato l'en empêchèrent.

Devant les Vaudois, accourus en foule pour le service funèbre d'un homme bien connu et aimé parmi eux, le comte découvrit le cadavre et, montrant les blessures dont il était criblé, il leur dit : *Voyez comment ils ont traité votre capitaine et, si vous n'y avisez, il y a l'ordre que les catholiques de la Tour tuent tous les principaux réformés.*

Pour se prémunir contre ces ennemis, Castrocaro chercha à ravoir la faveur du clergé en affectant un renouveau de zèle pour le papisme, tandis que sa femme et ses filles fréquentaient indifféremment la messe ou le prêche des pasteurs. Il voulut que les Vaudois recommençassent à payer les dîmes aux curés, d'autant plus que, dans certaines paroisses, même

les catholiques avaient cessé de le faire. Il écrivit à l'archevêque, lui rappelant tout ce qu'il avait fait pour lui plaire. Mais cette lettre, interceptée par ses rivaux et communiquée aux Vaudois, leur prouva, ce dont on s'était bien douté, son accord avec les ecclésiastiques romains, leurs ennemis irréconciliables.

Renonçant alors à imposer la dîme, Castrocaro voulut se rapprocher de ses malheureux administrés et écrivit au Duc pour qu'il les exemptât des travaux de construction d'une route sur les hauteurs du Val S. Martin, eu égard aux corvées continuelles qui étaient exigées d'eux pour le fort de Mirabouc. Il appuya aussi auprès de S. A. les Vaudois de Méane, près de Suse, auxquels on voulait défendre de continuer à ensevelir leurs morts dans le cimetière paroissial.

Après la mort de son épouse, le Duc, malade lui-même, prit une part moins active à la politique générale de l'Europe et aux menées anti-protestantes. Il se montra aussi moins rigoureux à l'égard des réformés de ses Etats. Lui qui avait tant comploté pour avoir Genève, il prit la peine d'avertir les magistrats de cette ville que son cousin, le duc de Savoie-Nemours, méditait de s'en emparer, et offrit de leur envoyer cinq cents Vaudois pour les défendre. Il est superflu de dire que les Genevois se gardèrent bien d'accepter, sous quelque forme, sa protection.

Emmanuel-Philibert mourut le 30 août 1580, âgé de cinquante-deux ans, laissant le trône à son fils unique, Charles-Emmanuel.

Avant de clore notre récit, il nous reste à raconter la fin du gouvernement de Castrocaro. Il perdit en Emmanuel-Philibert le seul protecteur qui lui restât. Si, dans les derniers temps, il avait traité les Vaudois avec plus d'égards, on sentait bien que son changement était dû uniquement au désir de se faire des amis, au moment où ses soutiens venaient à lui manquer.

Il s'était peu à peu entouré de parents et d'amis dont il était sûr. Même ses filles, toutes trois grandes et fortes, étaient capables de manier les armes. Sa garde personnelle était renforcée par vingt-quatre gros chiens, d'une race exercée dans les colonies espagnoles d'Amérique à courir sus aux hommes. Les soldats de la garnison, les uns Toscans comme lui, les autres catholiques de la vallée, le servaient volontiers, parce qu'ils pouvaient se livrer impunément à tous les excès contre les propriétés et les personnes, quelque plainte qu'on en fit au gouverneur.

Les seigneurs de Luserne insistaient auprès du nouveau

Duc pour qu'il lui enlevât le gouvernement des Vallées. Invité à se rendre à Turin, il prétextait, tantôt qu'une maladie le retenait, tantôt que l'état des esprits dans la vallée rendait sa présence nécessaire. Le Duc, outré de ces refus à peine déguisés, chargea Emmanuel-Philibert de Luserne, seigneur d'Angrogne, de le déposséder de vive force. Celui-ci s'assura la connivence d'un des capitaines de la garnison, qui réussit à obtenir un congé pour les soldats natifs de la vallée, prétextant l'urgence des travaux champêtres. Castrocara et son fils André, après des nuits d'orgie, passaient habituellement une partie de la matinée au lit. Lorsque, à l'aube du 13 juin 1582, le Comte et son escorte se présentèrent à la porte du château, ils purent tuer la sentinelle avant qu'elle eût le temps de soulever le pont-levis, et entrer dans l'enceinte. Les chiens, excités par les filles de Castrocara, opposèrent seuls quelque résistance; le gouverneur, son fils et leurs officiers, arrachés avec peine à leur lourd sommeil, furent arrêtés et garrottés avant même qu'ils se fussent rendu compte de ce qui se passait.

Les trois viragos montèrent alors sur les tours et donnèrent le signal d'alarme accoutumé. À cette vue, les milices de la Tour, S. Jean et Angrogne accoururent en armes au château; mais cette alerte se calma quand le comte de Luserne leur montra le brevet ducal qui le substituait à Castrocara dans le commandement des Vallées.

Le vieux gouverneur et son fils furent condamnés à l'emprisonnement à vie. Castrocara y vécut encore quinze ans; on ne sait plus rien de son fils. Ses biens furent confisqués, sauf une petite pension qui fut assurée à sa femme et à ses filles.

Malgré les menaces continues qui pendaient, comme une épée de Damoclès, sur leur vie et leur sûreté, les Vaudois étaient alors les maîtres dans l'enceinte même des Vallées, où les catholiques ne formaient guère que le cinq pour cent de la population.

Quoiqu'un demi-siècle de persécutions rigoureuses eût étouffé la liberté de conscience dans la plus grande partie du Piémont, les réformés étaient encore nombreux dans plusieurs villes, et particulièrement dans toutes les vallées des Alpes, depuis Suse jusqu'à Sospel, dans le Comté de Nice.

Pour ces disséminés, les Vallées de Luserne, S. Martin, Pérouse et Pragela étaient la lumière qui luit dans les ténèbres, la ville située sur la montagne, qui ne peut être cachée. L'existence de ce coin d'Italie, où l'on pratiquait librement le culte évangélique, était connue bien plus loin

encore. L'ambassadeur vénitien à la Cour de Turin écrivait alors : *Il est prouvé qu'ils sont nombreux ceux qui viennent, au moins une fois par an, y célébrer la Sainte Cène, non seulement du Piémont, mais de la Lombardie, des Etats de Venise et même des Etats du Pape.*

Pendant près de trois siècles durera encore la lutte entre l'obscurantisme romain, appuyé sur le pouvoir civil, et cette poignée de montagnards décidée à tout souffrir plutôt que renoncer au droit de servir Dieu en esprit et en vérité, comme Il veut être adoré. Ce dépôt, qu'ils ont gardé et qu'ils nous ont transmis à travers des dangers sans nombre et au prix de leur sang, sachons le maintenir et le faire connaître dans toute notre patrie, nous qui pouvons le faire en toute liberté.

Et ne laissons pas entamer notre union qui, sous le regard de Dieu, continuera à être notre force comme elle l'a été pour nos pères.

JEAN JALLA.







IMPRIMERIE ALPINE

TORRE PELLICE